

3e CONFÉRENCE DES FEMMES LATINO-AMÉRICAINES

Propos d'une révolutionnaire nicaraguayenne

L'auditorium était à demi rempli et les discours débutaient à peine, mais la salle était déjà pleine de cette tension tranquille, contrôlée, qui vient à force de vivre de dures réalités. Qu'elles soient du Chili ou du Paraguay, du Guatemala ou du Nicaragua, les femmes rassemblées à Montréal pour la 3e Conférence des femmes latino-américaines, les 22, 23 et 24 septembre dernier, se reconnaissaient spontanément. S'appuyant inconditionnellement les unes les autres, elles avaient les mêmes phrases emphatiques pour dénoncer la violence des dictatures et l'impérialisme américain, pour affirmer leur détermination à s'organiser et à se battre, leur amertume dans l'exil et, finalement, leur désir de paix.

Il peut sembler un peu bizarre d'appliquer des notions de paix et de désarmement à l'Amérique latine alors que les conflits, notamment en Amérique centrale, sont à la hausse et bien loin d'aboutir. Mais, comme le disait une Chilienne déjà passablement âgée: «C'est dans la lutte que nous avons découvert nos enfants, que nous nous sommes découvertes». Pour elles, finalement, il s'agit moins d'une violence qui n'en finit plus que de politisation, d'éducation, de «cheminement de masse».

Depuis toujours, la guerre est la clé pour comprendre l'Amérique latine: c'est sans doute pourquoi les aspects spécifiques aux femmes latino-américaines furent, tout compte fait, moins développés au cours de cette conférence que la situation globale de chaque pays représenté. L'omniprésence de la guerre explique aussi pourquoi les femmes se sont là-bas organisées d'une façon diamétralement opposée à la nôtre.

Le même but?

Partant du principe que l'oppression et la misère sont généralisées, les femmes latino-américaines croient devoir mener la lutte de pair avec les hommes, pour en arriver plus tard, disent-elles, à former leurs propres associations et à voir à leurs propres besoins. Ou, comme dit Magda Henriquez du Nicaragua: «Pourquoi nous diviserions-nous? Nous avons tous le même but et les mêmes moyens.»

Le mouvement féministe nord-américain, par contre, est né dans les années 60 d'une rupture avec les groupes de gauche et d'une volonté de s'attaquer aux conditions spécifiques faites aux femmes. Quitte à revenir, cinq, dix ou quinze ans plus tard, à un réinvestissement des groupes mixtes comme les syndicats, les groupes populaires, pacifistes ou écologiques- pour ne rien dire du «réinvestissement du couple». Et tout comme nous avons de la difficulté à élargir nos luttes, à développer une

vision politique plus globale, les femmes latino-américaines ont, il me semble, de la difficulté à «spécifier» leurs luttes, à ne pas sacrifier leurs intérêts au processus révolutionnaire.

À cause de ce blocage de part et d'autre, nous restons chacune sur nos réserves, les Latino-Américaines nous soupçonnant d'être un peu anti-hommes, au moins ségrégationnistes, alors que nous pouvons leur supposer une certaine naïveté, au moins un optimisme démesuré. Surtout quand nous pensons à d'autres femmes avant elles, comme les Algériennes, qui ont lutté pour la révolution sans que leur condition, ensuite, en soit améliorée.

Mais les femmes d'Amérique latine ont quelque chose que nous n'avons pas: sinon le modèle, tout au moins le brillant exemple, du Nicaragua. Le 19 juillet 1979, ce petit pays coincé entre le Honduras et le Costa Rica (approx. 2 500 000 hab.) réussissait à déclencher sa révolution populaire et à la mettre en forme, et ceci dans un temps record, les activités visibles de la guérilla n'ayant pas duré beaucoup plus d'un an. Si la Nicaraguayenne Magda Henriquez a été à ce point attendue et acclamée à la conférence, c'est bien pour ça.

Cette professionnelle - de formation, d'habillement, de discours - est l'une des dirigeantes de l'unique mais énorme Association de femmes nicaraguayennes Luisa Amanda Espinez (AMNLAE).¹ Est-ce à cause de l'importance de sa fonction ou parce que nous manquions de temps qu'elle a fourni des réponses parfois un peu «courtes» à mes questions?

LVR: Pourquoi et par qui l'AMNLAE a-t-elle été créée?

MH: *Par le Front sandiniste pour la libération nationale (FSLN) afin de promouvoir la participation des femmes à la lutte. Même s'il a toujours été clair*

qu'il revient aux femmes de se battre pour leurs droits à elles.

LVR : Il a donc fallu, au début, convaincre les femmes du bien-fondé d'une association qui leur serait propre?

MH : Bien sûr. Pour la majorité des femmes, il a été nécessaire de commencer par de petites tâches plus ou moins compromettantes, afin qu'elles puissent vaincre leur propre peur. Mais voyant vite ce dont elles étaient capables, ces mêmes femmes nous demandaient d'arrêter le bla-bla et de leur montrer à se servir d'un fusil. Elles voulaient se joindre à la lutte armée. A l'AMNLAE, il est plus important de démontrer dans les faits notre égalité que de passer des heures à en discuter.

De toute façon, ni les hommes ni les femmes n'avaient de droits à ce moment-là. Nous avons tous la même tâche à accomplir : renverser la dictature.

LVR : Comment avez-vous fait pour atteindre les femmes?

MH : Nous avons commencé par dénoncer les crimes de la dictature. En tant que femmes, nous nous sentions doublement concernées puisqu'il s'agissait de l'incarcération, de la torture ou de l'assassinat de nos maris, de nos frères, de nos enfants. Et chaque action que nous entreprenions devenait un exemple pour les autres femmes, les poussant à nous rejoindre de plus en plus.

Au début, les autorités nous laissaient tranquilles. Elles ne se sentaient pas menacées par des femmes, surtout par des femmes en tailleur et talons hauts (à ce moment-là, nous étions des professionnelles pour la plupart). Ce n'était pas leur idée de la guérilla! Mais elles se sont vite rendu compte de ce dont nous étions capables. La «toma de tierras», par exemple.

Nous avons organisé les femmes paysannes en vue de reprendre le territoire



Nancy Alvarez, Magda Henríquez et Adaline Chancy, lors de la soirée d'ouverture

aux grands propriétaires terriens. Cela a été capital car tous les hommes ont rapidement été arrêtés par la Guardia Nacional et c'est nous qui avons dû défendre la terre. Nous avons dû résister à toutes sortes d'intimidations pour finir par être évacuées de force. A travers ce genre d'expériences, les femmes ont appris qu'il était inutile d'espérer gagner quelque chose par des moyens pacifiques.

LVR : Et maintenant que Somoza a été renversé, comment vous organisez-vous?

MH : Nous nous considérons maintenant comme un mouvement démocratique de femmes, agissant au sein de toutes les organisations du pays. Dans les syndicats par exemple, nous organisons les femmes en «comités de travail» pour les inciter d'une part à s'impliquer davantage, surtout aux niveaux décisionnels, et d'autre part à voir à ce que les syndicats se préoccupent des questions et des lois concernant

les femmes. Nous agissons donc comme un genre d'arbitre entre la théorie et la pratique.

De la même façon, notre présence au gouvernement est très importante. Quoiqu'il y ait déjà des femmes députées. L'AMNLAE est là pour représenter ses membres en tant que femmes. Nous voyons à ce qu'aucune loi discriminatoire ne soit adoptée, en plus de proposer nos propres réformes législatives. Nous venons d'ailleurs de faire passer deux lois sur la famille : la première donne aux femmes un statut d'égalité au sein de la famille ; l'autre oblige les hommes à partager le travail domestique, pas seulement les tâches ménagères mais aussi les soins d'affection et d'éducation dont les enfants ont tant besoin.

LVR : Mais une loi parvient-elle jamais à changer les mentalités?

MH : Bien sûr que non. L'égalité ne s'obtient pas par décret mais seulement lorsque toutes les forces de la société y travaillent. Par contre, je crois qu'une

Photo : Pierre Gauvin, CISO/CSN

véritable éducation des gens s'opère actuellement par le biais des réformes législatives mentionnées. C'est que la loi est un long processus au Nicaragua. Le projet de loi initial n'est pas débattu seulement en Chambre mais dans toutes les organisations populaires. Il faut dire que chez nous, les député-e-s ne représentent pas des circonscriptions mais des groupes, et leur point de vue est vraiment celui d'une majorité de gens. Et, s'il y a des problèmes avec la loi - il y en a toujours - elle est redébatue selon le même processus.



Magda Henriquez

LVR : Et que faites-vous des situations spécifiques aux femmes : la contraception, l'avortement, les garderies?

MH : Nous travaillons avec le ministère de la Sécurité et du Bien-être social pour déterminer les politiques et même l'emplacement des garderies. Il y en a de trois types : le service aux enfants en milieu rural, qui ressemble beaucoup à ce que vous avez ici mais qui s'adresse seulement aux travailleuses des plantations de coton et de café, la majorité des femmes ; ensuite, les centres de développement, qui sont des garderies plus polyvalentes ; finalement, les réfectoires, qui accueillent après l'école les enfants de cinq à 15 ans, leur offrent un repas et aussi la possibilité de faire leurs devoirs ou de l'artisanat.

Quant à la santé, on vient de consacrer aux femmes un hôpital spécialisé en gynécologie. Chaque clinique ou hôpital

à son service de planning familial, dispensant non seulement des conseils mais tous les moyens de contraception disponibles. L'avortement ? Cette question n'a pas encore été amenée. Notre pays est très religieux et nous avons trop de problèmes en ce moment pour risquer d'engager de grandes controverses. Au sein d'AMNLAE par contre, nous sommes d'accord pour dire qu'une femme devrait disposer librement de son corps.

LVR : Mais l'avortement n'est-il pas un grave problème pour les femmes latino-américaines, 54% d'entre elles mourant des suites de mauvaises pratiques d'avortement?

MH : Non, non l'avortement n'est pas vraiment un problème social de cette

envergure. Sinon, tout le monde serait au courant. Mais nous sommes en train d'étudier la situation présentement.

LVR : Mais que peut faire une Nicaraguayenne désirant avorter?

MH : Elle est obligée de trouver des moyens elle-même car la loi de Somoza interdisant l'avortement est toujours en vigueur.

LVR : Et l'éducation sexuelle ?

MH : Nous avons commencé un programme par l'intermédiaire de Somos (Nous sommes), la revue publiée par l'AMNLAE, et d'autres publications pour les jeunes. En plus, nous travaillons avec le ministère de l'Éducation pour inscrire l'éducation sexuelle sur les curriculums scolaires. Après tout, c'est la meilleure réponse, bien avant la contraception et l'avortement.

LVR : Que se passe-t-il par rapport au divorce?

MH : Selon la loi, un homme peut divorcer au moindre prétexte ; pour une femme, c'est presque impossible. Il n'y a rien de plus sexiste et discriminatoire que les lois somozistes, vous savez. Mais comme je l'ai dit, nous sommes en train de réviser toutes les lois concernant la famille. De toute façon, en pratique, il y a beaucoup plus de liberté. Une femme qui voudrait se séparer n'aurait qu'à le dire. Et puis, il y a des lois pour la protéger. Dans un cas de séparation ou

MOUVEMENTS

Pour faire changement,
Magazine CEQ devient **MOUVEMENTS**.

Ne manquez pas dans notre premier numéro:

- un entretien de fond avec Mgr Proulx: Où va l'Église du Québec?
- de nouvelles chroniques, dont Solidarités, dix pages d'information sur ce qui se passe dans les milieux syndicaux et populaires
- notre dossier sur le désarmement et la paix
- et bien sûr la BD de Serge Gaboury.

En vente en kiosque et par abonnement:
MOUVEMENTS, 2336 chemin Ste-Foy,
Ste-Foy, Qué. G1V 4E5

Une salle plus ou moins remplie



divorce, c'est elle qui a droit au logement familial.

LVR : Où se situe l'Église dans tout ça?

MH : L'Église est depuis longtemps progressiste. Chez nous, les religieuses, les prêtres, les communautés chrétiennes font partie des forces révolutionnaires. L'Église ne s'opposerait pas à une nouvelle loi sur le divorce, par exemple. L'avortement... c'est une autre paire de manches.

LVR : Pour en revenir à la situation politique du Nicaragua, l'agression des États-Unis, via l'armée hondurienne, s'intensifie-t-elle?

MH : // ne s'agit pas seulement de l'armée hondurienne ! Il y a déjà 5 000

«marines» américains au Honduras et des navires au large de nos côtes, pacifique ou atlantique. Ils n'attendent que le moment propice, une opinion publique internationale plus favorable, pour lancer une offensive majeure. En fait, les Américains s'évertuent à provoquer une guerre entre le Honduras et le Nicaragua, mais je ne crois pas que ça réussisse. En tout cas, pas pour nous. Nous voulons la paix, pas la guerre. Nous ne nous sommes jamais aventurés sur le territoire hondurien, nous n'avons aucun dessein sur d'autres pays centra-méricains. Mais nous ne tolérerons pas la violation de nos propres frontières.

LVR : Et les «contras»³ s'agit-il seulement d'ex-somozistes ou d'agents de la

CIA? Ou bien y a-t-il un mécontentement perceptible à l'intérieur du Nicaragua?

MH : Non, pas à l'intérieur du pays. Aucune révolution ne plaît à tout le monde, bien entendu, mais les vrais dissidents étaient une minorité et ils ont quitté le pays depuis longtemps. S'il y avait une véritable insatisfaction populaire, on aurait déjà renversé le gouvernement révolutionnaire puisque les armes sont entre les mains du peuple.

Notre problème n'est pas l'existence de contre-révolutionnaires mais bien la décision de l'administration Reagan d'arrêter la révolution sandiniste à n'importe quel prix. Et c'est un problème pour toute l'Amérique centrale, pas seulement pour le Nicaragua. S'ils nous arrêtent, ce sera la guerre, une énorme guerre, à travers toute la région.

FRANCINE PELLETIER

1/ Du nom de la première Nicaraguayenne morte au combat.

2/ Selon **NACLA (North American Congress on Latin America)** «Latin American Women», New York, sept. oct. 1980.

3/ "Contra-révolutionarios"

DANGER!



Jill, l'héroïne, démonte elle-même le mécanisme du piège où elle s'est laissée enfermer.

vous pourriez être une femme piégée

Par **JOY FIELDING**
romancière torontoise
dans la lignée de
FLORA GROULT et
FRANÇOISE DORIN
un livre passionnant

LA FEMME PIÉGÉE

Collection **FLAMME**
ÉDITIONS FLAMMARION

14,95\$

EN VENTE PARTOUT